



Hauptausgabe

24 Heures Lausanne  
1001 Lausanne  
021/ 349 44 44  
<https://www.24heures.ch/>

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 22'311  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Seite: 2  
Fläche: 234'000 mm<sup>2</sup>

Auftrag: 3007101  
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 75117739  
Ausschnitt Seite: 1/7

## Les élus vaudois peinent à parler d'une seule voix

Seize des 18 conseillers nationaux vaudois sollicitent un nouveau mandat. C'est l'une des plus grandes délégations. Mais ce n'est pas suffisant pour peser sur la politique fédérale

**Mathieu Signorell**  
**Renaud Bournoud**

**L**es Vaudois disposent de la troisième plus importante délégation au Conseil national avec 18 élus, derrière les Zurichois (35) et les Bernois (25). Mais ce contingent est-il suffisamment uni pour peser un tant soit peu sur la politique fédérale?

Les élections fédérales sont dans trois jours. Sur les 18 conseillers nationaux, seuls deux ne sollicitent pas un nouveau mandat. Avec la prime aux sortants, les chances de voir un renouvellement important de la députation vaudoise sont donc faibles. Même avec l'attribution d'un 19<sup>e</sup> siège aux Vaudois. Jeter un coup d'œil sur la législature qui s'achève devrait donc nous donner quelques indications sur la prochaine.

«La députation vaudoise est une bonne délégation», débute Dominique de Buman, démocrate-chrétien fribourgeois, qui a présidé le Conseil national en 2017 et

2018. «Cette délégation est soudée sur des dossiers comme les infrastructures ferroviaires, la science et la recherche, en lien notamment avec l'EPFL. Mais en raison du nombre de ses membres, elle est un peu moins unie que celle d'un canton avec moins de représentants. C'est un constat et non un reproche.»

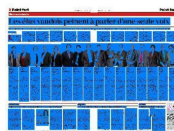
En coulisses, d'autres sont plus directs. «C'est le drame des grandes députations, commente un libéral-radical romand. Dans les petits cantons, les partis sont obligés d'envoyer les meilleurs pour avoir du poids. Dans le canton de Vaud, ils peuvent se permettre d'envoyer certains qui ne sont pas des foudres de guerre.»

Les Vaudois, menés par un bloc radical-socialiste depuis une décennie au niveau cantonal, se polarisent à l'échelon fédéral. Autant la politique vaudoise a connu des forces centripètes, autant les clivages se sont exacerbés sous la Coupole fédérale ces quatre dernières années. Les élus vaudois ne défendent pas prioritairement des intérêts cantonaux, mais des causes partisans et associatives. «Institutionnellement, ce sont peut-être ceux qui ont le mieux compris que nous sommes élus non pas pour représenter notre canton, mais la population suisse en général», rappelle un parlementaire de droite.

Le profil de la députation vaudoise joue aussi un rôle. Elle est disparate et plutôt novice. On y croise des poids lourds comme le chef du groupe socialiste Roger Nordmann ou la libérale-radical Isabelle Moret, mais aussi des élus qui ont erré dans la salle des pas perdus durant leur première législature.

Sur les 16 qui se représentent au Conseil national, seuls sept ont plus d'une législature dans les pattes. Et parmi ces neuf «novices», trois sont arrivés en cours de route, comme viennent ensuite. Un état de fait que l'on doit aux socialistes. Cesla Amarelle, Jean Christophe Schwaab et Rebecca Ruiz ont successivement quitté la scène fédérale en cours de mandat. Ce remue-ménage au Parti socialiste a eu une certaine incidence sur la délégation vaudoise à Berne, selon les observateurs. Elle finit la législature plus faible qu'elle ne l'avait commencée. Les Vaudois ont perdu des relais dans l'Administration fédérale avec le départ de Cesla Amarelle, par exemple. Ils auraient pu en regagner avec l'arrivée de Guy Parmelin au Conseil fédéral en 2017. Mais le Vaudois a d'abord été cantonné au Département de la défense, qui n'est pas vraiment stratégique. Les choses pourraient changer avec son passage au Département de l'économie.

Dimanche, la délégation vaudoise pourrait tout de même se renforcer avec les élections probables de Pierre-Yves Maillard et de Jacqueline de Quattro. Le premier débarque avec sa casquette de président de l'Union syndicale suisse, la seconde bénéficie d'un bon réseau au sein du PLR Suisse.



Hauptausgabe

24 Heures Lausanne  
1001 Lausanne  
021/ 349 44 44  
<https://www.24heures.ch/>

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 22'311  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Seite: 2  
Fläche: 234'000 mm<sup>2</sup>

Auftrag: 3007101  
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 75117739  
Ausschnitt Seite: 2/7



## Roger Nordmann

Parti socialiste  
**46 ans, élu en 2004**  
Suffrages en 2015:  
**48 953**

Il est le doyen de fonction des élus vaudois à Berne. Roger Nordmann a d'ailleurs dû demander une dérogation à son parti pour pouvoir se représenter. Une longue carrière fédérale qui lui a permis de se forger une stature de ténor sous la Coupole. Parfaitement bilingue, c'est le Vaudois que l'on voit le plus en Suisse alémanique, avec sa casquette de chef du groupe PS. Une fonction qu'il occupe depuis 2014. Pointu sur les questions énergétiques, il préside Swissolar et vient de pondre un bouquin sur le photovoltaïque. À droite, on lui reproche de faire «son show».

## Isabelle Moret

Parti libéral-radical  
**48 ans, élue en 2006**  
Suffrages en 2015:  
**65 351**

Le début de la législature s'est présenté sous les meilleurs auspices pour Isabelle Moret. La PLR a été la mieux élue en 2015. Les choses se sont compliquées par la suite. En 2017, sa candidature au Conseil fédéral pour succéder à Schneider-Ammann a été une cassure. Les membres de son parti et les médias l'ont malmenée durant la campagne. Depuis, elle est devenue plus méfiante. Elle s'est faite plus discrète, même si elle a pris la présidence de H+ Les Hôpitaux de Suisse. Elle pourrait connaître une «renaissance» en accédant à la présidence du Conseil national pour 2020.

## Ada Marra

Parti socialiste  
**46 ans, élue en 2007**  
Suffrages en 2015:  
**49 776**

La Lausannoise s'est-elle apaisée avec le temps? Si elle a eu énérvé la droite – surtout l'UDC, qui ne lui a pas pardonné sa phrase «La Suisse n'existe pas» –, elle semble désormais mieux porter son habit de vice-présidente du PS suisse. Mais son image restant tenace, certains craignent encore ses «invectives», qui entacheraient l'influence de cette candidate au Conseil des États, pour lequel elle a la mission de succéder à Geraldine Savary. Ses votes rangent Ada Marra parmi les élus les plus à gauche du parti. Elle est membre de la très prisée Commission de l'économie et des redevances.

## Jean-Pierre Grin

UDC  
**72 ans, élu en 2007**  
Suffrages en 2015:  
**44 546**

Son parti dit de lui qu'il représente l'UDC agrarienne, proche des valeurs de la terre, éloignée de l'UDC blochérienne qui inquiète une partie de l'électorat vaudois de droite. Ses collègues d'autres partis donnent la même définition pour ce qui est de ses discours. Membre de la Commission des finances, il a repris le rôle tenu jusqu'en 2015 par Guy Parmelin, en variant ses thématiques (santé, agriculture, Via sicura, etc.). Le doyen des élus vaudois a su se démarquer sur les questions énergétiques. Mais ses votes restent en général calqués sur les mots d'ordre du parti fixés à Zurich.

## Adèle Thorens Goumaz

Les Verts  
**47 ans, élue en 2007**  
Suffrages en 2015 (réélue comme vient-ensuite):  
**28 469**

La consultante en environnement avait vécu une réélection laborieuse en 2015. Elle l'a obtenue grâce au désistement de Luc Recordon, non réélu alors au Conseil des États. L'ancienne coprésidente des Verts suisses est jugée très solide, tant à gauche qu'à droite. Même si elle siège à la Commission de l'environnement, elle est loin de ne s'intéresser qu'aux thématiques écologistes. Elle est reconnue pour son ouverture au dialogue et sa «montée en puissance». Candidate au Conseil des États, elle semble ne plus avoir à craindre le poids électoral de Daniel Brélaz, qui lui avait joué des tours en 2015.



## Olivier Feller

Parti libéral-radical  
**45 ans, élu en 2011**  
Suffrages en 2015:  
**54 112**

Le directeur de la Chambre vaudoise de l'immobilier est un homme courtois qui sait se faire remarquer comme esprit indépendant. Olivier Feller n'est pas toujours aligné sur les mots d'ordre du PLR. Ce qui fait dire à certains qu'il «peut peser sur les débats, mais pas dans son parti», où quelques-uns le qualifient de «loup parfois solitaire». Capable de propos vifs, il a dénoncé l'affaire Carpostal comme «un scandale d'État». Il fustige les errances de la Confédération. Sa bonne maîtrise de l'allemand lui permet de négocier avec les élus d'outre-Sarine et d'apparaître dans les médias alémaniques.

## Isabelle Chevalley

Parti vert/libéral  
**47 ans, élue en 2011**  
Suffrages en 2015:  
**21 598**

Jusqu'en 2015, parler de la chimiste de Saint-George revenait à citer l'interdiction des dauphins en Suisse et l'autorisation de manger des insectes. Son parti s'enorgueillit désormais d'avoir une élue qui lutte contre le gaspillage alimentaire, contre le broyage des poussins vivants et pour les énergies renouvelables. On la dit proche des Verts, contrairement à certains Vert'libéraux alémaniques. Elle est plus à droite que son parti cantonal, mais en reste la figure la plus visible. Avec certains PLR, elle fait partie des rares élus vaudois à soutenir l'accord-cadre avec l'Union européenne.

## Frédéric Borloz

Parti libéral-radical  
**53 ans, élu en 2015**  
Suffrages en 2015:  
**43 410**

Frédéric Borloz se fait remarquer à Berne par sa grande discrétion. Syndic d'Aigle, ancien président du parti cantonal, ce poids lourd du PLR vaudois peine à émerger sur la scène fédérale. Il apparaît moins à l'aise. Au PLR, on note que le début de la législature a été laborieux pour l'Aiglon: barrage de la langue, absences. Mais on constate que cela s'est amélioré en cours de route, au moment où il a lâché les rênes du parti vaudois. Dans les médias alémaniques, Frédéric Borloz est surtout apparu comme un parlementaire qui a eu un accident de vélo avec un chat l'an dernier.

## Laurent Wehrli

Parti libéral-radical  
**54 ans, élu en 2015**  
Suffrages en 2015:  
**43 066**

À Berne, Laurent Wehrli est perçu comme la quintessence du radicalisme à la sauce vaudoise. Celui-ci, peut-être, d'une époque révolue. Attaché aux valeurs humanistes, europhile, le syndic de Montreux fait partie de l'aile gauche du Parti libéral-radical. Il est capable de s'éloigner de la ligne pour défendre la cause des familles, notamment. Depuis la partie gauche de l'hémicycle du Conseil national, on observe que Laurent Wehrli est «une des grandes victimes de la droitisation du PLR». Le Montreusien a néanmoins vite assimilé les rouages de la politique fédérale.

## Jacques Nicolet

UDC  
**53 ans, élu en 2015**  
Suffrages en 2015:  
**37 283**

L'agriculteur de Lignerolle et président de l'UDC Vaud aura été celui qui a ramené la paix dans un parti miné par les guerres intestines. Au détriment de son job de parlementaire? Il fait partie de ces élus au four et au moulin, dont on loue la «rondeur», mais peinant à prendre de l'envergure à Berne. Certains le qualifient même de «cantonné à l'agriculture». Mais son parti rappelle son soutien à la ligne de TGV par Vallorbe, notamment. Ses votes montrent qu'il est l'un des UDC les plus à gauche. Mais, comme au PS, le parti vote en bloc, d'où une conclusion difficile à tirer au sein du groupe.



## Michaël Buffat

UDC  
**40 ans, élu en 2015**  
Suffrages en 2015:  
**36 142**

Immigration, sécurité: le cadre bancaire tout juste quadragénaire se profile comme un véritable UDC zurichoïse, pas comme un PAI à la vaudoise. Ancien président de la Commission des finances du Grand Conseil, il était sur la même ligne que le grand argentier radical Pascal Broulis. Mais il n'a eu aucun mal à troquer ses habits de député vaudois pour adopter un costume plus droitier en tant que conseiller national. Durant sa première législature, Michaël Buffat a aussi pris du galon au sein de son parti: il est désormais vice-président du groupe UDC aux Chambres fédérales.

## Daniel Bréaz

Les Vert-e-s  
**69 ans, élu en 2015**  
Suffrages en 2015:  
**29 146**

L'ancien syndic de Lausanne fait le plein de suffrages à chaque élection. Brûlera-t-il à nouveau la politesse à Adèle Thorens? On l'a plusieurs fois dit sur la fin et il a toujours donné tort aux pronostiqueurs. Au parlement, il impressionne par sa maîtrise des chiffres et sa capacité à discourir sans notes. Mais après près de vingt ans de Conseil national (en trois fois), il s'est isolé. On le dit «donneur de leçons» au sein de la Commission des finances. Son score de dimanche aura valeur de test pour la relève de trentenaires et de quadragénaires qui pousse chez les Verts vaudois.

## Claude Béglé

Parti démocrate-chrétien  
**69 ans, élu en 2015**  
Suffrages en 2015:  
**12 367**

L'ancien président de La Poste a beau être parmi les plus centristes du parlement, il est isolé. Son voyage en Corée du Nord et ses louanges du régime de Kim Jong-un cet été ont achevé d'inquiéter ses collègues sous la Coupole. Fondateur de plusieurs intergroupes parlementaires baroques et auteur hyperactif de près de 150 interventions, il s'est forgé une image de parlementaire «engorgeur de l'administration» et «qui se met en scène». Il demeure l'un des principaux sponsors du PDC vaudois, ainsi que sa locomotive électorale depuis la non-réélection de Jacques Neiryck en 2015.

## Samuel Bendahan

Parti socialiste  
**39 ans, élu en 2017**  
comme vient-ensuite.  
Suffrages en 2015:  
**33 281**

Arrivé en cours de législature pour reprendre le siège laissé vacant par Cesla Amarelle partie au Conseil d'État vaudois, Samuel Bendahan a depuis fait son bonhomme de chemin au Conseil national. Cet économiste est toujours prêt à se lancer dans des explications très imagées pour faire comprendre sa matière de prédilection à ses interlocuteurs. À droite on remarque qu'il «est moins dogmatique que le laissaient entrevoir ses pulls constamment rouges». Le Lausannois, membre de la Commission des finances, se montre par exemple ouvert sur les questions fiscales.

## Brigitte Crottaz

Parti socialiste  
**61 ans, élue en 2018**  
comme vient-ensuite.  
Suffrages en 2015:  
**33 268**

La diabétologue d'Épalinges était discrète au Grand Conseil. Elle l'est toujours à Berne, où elle a succédé à Jean Christophe Schwaab. Son parti aimerait la voir à la Commission de la santé. Elle ose le rapprochement avec Josiane Aubert, qui «bosse à fond sans chercher la gloire», et lui attribue une avancée sur le prix des médicaments contre la mucoviscidose. Malgré ces louanges, sa présence à la Commission de sécurité la cantonne à un rôle d'opposition à la droite sur les sujets de défense. Son statut est celui d'une parlementaire en danger, risquant de ne pas être réélue avec l'entrée en lice de Pierre-Yves Maillard.



## Nicolas Rochat Fernandez

Parti socialiste  
**36 ans, élu en 2019**  
comme vient-ensuite.  
Suffrages en 2015:  
**32 223**

Dernier Vaudois arrivé à Berne, le syndicaliste de la vallée de Joux profite du départ de Rebecca Ruiz, élue au Conseil d'État en mars. En deux sessions à Berne, ce nouveau membre de la Commission des transports est parvenu à obtenir un petit coup de projecteur médiatique en s'associant à Olivier Feller: tous deux sont inquiets pour les services d'urgence dans les zones 30 km/h. En pleine trajectoire pour présider le Grand Conseil en 2021, il a tiré un trait sur la politique cantonale pour rejoindre Berne. Dernier arrivé, premier parti? Sa notoriété dans le parti devrait le rassurer.

## Parmi les autres

Qui sont les candidats qui pourraient faire leur entrée à Berne?

Au total, 377 Vaudois se présentent au Conseil national. Mais combien peuvent réellement espérer siéger à Berne après les élections d'octobre?

D'emblée, deux poids lourds ont de grandes chances d'accéder au Conseil national: l'ancien conseiller d'État socialiste

**Pierre-Yves Maillard**, président de l'Union syndicale suisse (USS) depuis ce printemps, et l'actuelle conseillère d'État libérale-radical **Jacqueline de Quattro**. Si leurs partis respectifs maintiennent leur nombre de sièges de 2015, ces deux locomotives ne devraient piquer la place de personne. Pour Maillard, c'est la possible élection d'Ada Marra au Conseil des États, après le départ de Géraldine Savary, qui libérerait potentiellement une place au National. Pour De Quattro, c'est le renoncement de Fathi Derder à la Chambre basse qui libère un siège.

Si le PLR et le PS devaient obtenir un siège supplémentaire, quelques noms font office d'élus potentiels. Au PS, on trouve la présidente du parti Jessica Jaccoud et l'ancien président Stéphane Montangero, tous deux également députés.

Au PLR, on trouve deux députés qui ont en commun de ne pas résider sur l'arc lémanique: Daniel Ruch (35 909 suffrages en 2015) et Rémy Jaquier. Le premier est syndic de Corcelles-le-Jorat



et le second est l'ancien syndic d'Yverdon, également ancien président du Grand Conseil. Tous les deux font le plein dans leurs régions respectives: la Broye et le Nord vaudois.

Si la vague écolo déferle sur le canton de Vaud, les Verts peuvent espérer retrouver leur troisième siège. À qui reviendrait-il? Trois noms reviennent souvent.

D'ailleurs, la liste Verte a en partie été construite autour d'eux: les députés **Léonore Porchet** et Raphaël Mahaim, ainsi que la secrétaire générale de la Fédération romande des consommateurs (FRC) et conseillère municipale lausannoise Sophie Michaud Gigon.

Si l'UDC sauve le siège de la partante Alice Glauser, trois députés au Grand Conseil sont bien placés: **Jean-François Thuillard**, syndic de Froideville (34 052 voix aux fédérales de 2015); Yvan Pahud, municipal à Sainte-Croix; et Philippe Jobin, syndic à Échichens.

Enfin, au centre, les choses sont différentes. Les chances du Parti vert libéral et du Parti démocrate-chrétien (PDC) d'obtenir un nouveau siège paraissent limitées. Mais de part et d'autre, les candidats les mieux profilés sont deux députés: Axel Marion (PDC) et François Pointet (Vert libéraux), également président du parti cantonal.



## Projections

# Les Verts et le PLR bien partis pour décrocher le 19<sup>e</sup> siège

À partir de cette année, Vaud comptera 19 parlementaires au Conseil national. Il en avait 18 jusqu'ici et cette hausse est due à la démographie galopante du canton.

Mais qui décrochera ce 19<sup>e</sup> siège? Tous les partis assurent qu'ils en sont proches. Même si aucune élection n'est jouée d'avance, il apparaît néanmoins que le Parti libéral-radical (PLR) et les Verts sont mathématiquement bien partis pour l'obtenir.

Pour le savoir, «24 heures» a réactualisé les calculs sur la base des procès-verbaux officiels publiés par le Canton en 2015. Regardons tout d'abord les suffrages obtenus par les partis lors de l'élection du Grand Conseil en 2017. Si les partis gardent les mêmes scores (proportionnellement à l'ensemble des suffrages exprimés), les cartes seraient rebattues. Les Verts et les libéraux-radicaux gagneraient tous deux un siège au Conseil national. Ils passeraient respectivement de deux à trois (comme en 2007) et de cinq à six (retour à 2003). À ce jeu-là, c'est l'UDC qui perdrait une place, tombant de quatre à trois et retrouvant son niveau du tournant des années 2000.

Mais les Vaudois n'ont pas pour habitude de voter de la même façon lors des élections cantonales et des élections fédérales. Essayons donc un deuxième scénario, basé sur les résultats de 2015, calculés non pas avec 18 sièges comme à l'époque, mais avec 19. Dans ce cas, les Verts retrouveraient à nouveau leur 3<sup>e</sup> siège.

Ce résultat s'obtient en prenant les mêmes alliances qu'il y a quatre ans. Explorons donc d'autres scénarios, toujours à

partir des résultats de 2015. Si l'UDC et le PLR s'étaient alliés en 2019, c'est l'UDC qui tirerait son épingle du jeu et décrocherait le 19<sup>e</sup> siège. Elle passerait donc de quatre à cinq places, c'est-à-dire son niveau de 2007. Ce qui permettrait à la droite d'obtenir dix places sur 19 et donc la

majorité absolue de la députatiion vaudoise.

Enfin, dernier scénario, qui concerne le PDC et les Verts libéraux. Les centristes sont désunis cette fois-ci, alors qu'ils s'étaient apparentés en 2015. Mais avec ou sans alliance, tous resteraient au même niveau, même avec l'arrivée du 19<sup>e</sup> siège: un élu démocrate-chrétien et un élu Vert libéral. Dans les deux cas, leurs sièges font partie des plus à risque.

En revanche, il est impossible d'effectuer ces calculs en se référant à leurs résultats des cantonales de 2017. Ils avaient choisi des alliances bien trop différentes d'un district à l'autre.

## Aux États

### Olivier Français, le seul sortant

Caractère entier, Olivier Français est un personnage sous la Coupole fédérale. Il a su garder une certaine indépendance d'esprit. Capable d'engueuler son interlocuteur avant de se confier, il se distingue surtout comme spécialiste du domaine des transports. D'ailleurs, on lui a confié la présidence de la Délégation de surveillance des nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes (NLFA). Le Lausannois maîtrise également bien les sujets

concernant l'armée. Le principal handicap d'Olivier Français à Berne reste la langue. Il maîtrise mal l'allemand. Et les



débats ne sont pas traduits au Conseil des États, contrairement au National. Il est donc peu connu de l'autre côté de la Sarine.



Hauptausgabe

24 Heures Lausanne  
1001 Lausanne  
021/ 349 44 44  
<https://www.24heures.ch/>

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 22'311  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Seite: 2  
Fläche: 234'000 mm<sup>2</sup>

Auftrag: 3007101  
Themen-Nr.: 999.222

Referenz: 75117739  
Ausschnitt Seite: 7/7

Les compromis tissés à la Chambre des cantons ne passent pas souvent par lui. Mais de toute façon, les compromis se font d'abord avec les démocrates-chrétiens au Conseil des États. Olivier Français se singularise également par ses votes, qui le placent parmi les plus à gauche, juste derrière le Neuchâtelois Raphaël Comte, du groupe PLR aux États. Il se situe à la même hauteur que les élus PDC, selon le classement du journal «Le Temps».